



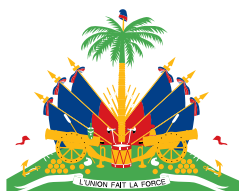
RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION



GRANDES REALISATIONS MSPP 2013-2014

“
Au cours des 25 prochaines années, dans un contexte de développement socio-économique articulé et dynamique, le système de santé haïtien évolue et la morbi-mortalité diminue significativement. Les haïtiens et les haïtiennes ont un accès équitable aux services et soins de qualité définis dans le Paquet Essentiel de Services, ajusté au besoin, tenant compte des changements dans le profil épidémiologique et démographique
”

Tome 2



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Ministère de la Santé Publique
et de la Population (MSPP)

GRANDES RÉALISATIONS

MSPP

2013-2014

DÉCEMBRE 2014

TABLE DES MATIERES

Liste des acronymes.....	VI
Introduction	1
Rappel des attributions du mspp	2
LES GRANDS DEFIS	5
1.- Accès aux services.....	5
2.- Systèmes de gestion – renforcement de l'exécutif	6
3.- Financement de la santé.....	6
VISION GOUVERNEMENTALE	7
LES GRANDS OBJECTIFS POURSUIVIS	9
PRINCIPALES RÉALISATIONS 2013-2014	13
1.- Renforcement organisationnel et opérationnel du système de santé	13
1.1.- Renforcement du leadership et de la gouvernance	13
1.2.- Renforcement et unification du système d'information pour la santé	22
1.3.- Modulation du financement	26
1.4.- Renforcement de la gestion des services et soins de santé et des ressources disponibles pour la santé	27
2.- Prestations de services et de soins de santé	45
2.1.- Santé de la femme et de la mère	45
2.2.- Santé de l'enfant	48
2.3.- Santé de l'adolescent	51
2.4.- Lutte contre les maladies transmissibles	52
2.5.- Lutte contre les maladies non transmissibles	60
2.6.- Lutte contre les violences	64
2.7.- Nutrition	65
2.8.- Promotion de la santé	67
2.9.- Hygiène publique, protection du citoyen et protection de l'environnement	70
NOS PARTENAIRES	73



BILAN FINANCIER DU MSPP POUR L'EXERCICE 2013-2014.....79

1.- Compte Courant de Fonctionnement alimenté par l'émission de chèques suite aux réquisitions de la DAB et des montants provenant d'autres fonds et de recettes internes	79
2.- Compte intitulé "Programme d'Investissement Public" (PIP) renfloué par la transmission d'une lettre de demande de décaissement au MEF via le Ministère de la Planification ainsi que d'autres fonds.....	80
3.- Compte 'Fonds des Bailleurs'	82
4.- Fonds Externes (avec comptes séparés).....	83
5.- Exécution du PIP 2013-2014.....	83
6.- Résumé de l'investissement (géré par le MSPP) par source de fonds : Trésor Public et Fonds externes.....	87
7.- Exécution globale du budget de fonctionnement dont les dépenses sont effectuées par le MEF à travers des réquisitions.....	87
8.- Principales contraintes rencontrées au cours de l'exercice	90

OÙ EN SOMMES-NOUS PAR RAPPORT A LA DECLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT ?91

CONCLUSION99

ANNEXE 1 :

Quelques photos des travaux d'infrastructures sanitaires réalisés/en cours en 2013-2014.....	101
DEPARTEMENT DE L'ARTIBONITE	103
DEPARTEMENT DU CENTRE	105
DEPARTEMENT DE LA GRANDE-ANSE	107
DEPARTEMENT DES NIPPES	109
DEPARTEMENT DU NORD.....	111
DEPARTEMENT DU NORD-EST.....	115
DEPARTEMENT DE L'OUEST	117
DEPARTEMENT DU NORD-OUEST.....	121
DEPARTEMENT DU SUD.....	122
DEPARTEMENT DU SUD-EST.....	124



LISTE DES ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
ARV	Anti-rétroviraux
ASCP	Agent de Santé Communautaire Polyvalent
ATK	African Tool Kit (domaine VIH-SIDA)
BM	Banque Mondiale
BID	Banque Inter Américaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
CADME	Comité d'Appui au Développement de Matériels Educatifs
CAED	Coordination de l'Aide Externe au Développement
CAL	Centre de Santé avec Lits
CAN	Centre Ambulancier National
CCB	Caribbean Council of the Blind
CCM	Country Cooperating Mechanism
CDC	Centers for Disease Control
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CDT	Centre de Diagnostic de la Tuberculose
CARPHA	Caribbean Public Health Association
CDAI	Centre Départemental d'Approvisionnement en Intrants
CENADI	Centrale Nationale d'Approvisionnement et de Distribution des Intrants
CIPC	Communication Inter-Personnelle et Counseling
CIFAS	Centre d'Information et de Formation en Administration de Santé
CNPC	Comité National de Prévention de la Cécité
CNS	Comptes Nationaux de Santé
CRADI	Centrale Régionale d'Approvisionnement et de Distribution des Intrants
CSL	Centre de Santé sans Lits
CTC	Centre de Traitement du Choléra
CTDA	Centre de Traitement de la Diarrhée Aigüe



DAB	Direction de l'Administration et du Budget
DELIR	Direction d'Epidémiologie, de Laboratoires et de Recherches
DIU	Dispositif Itra-Utérus
DPEV	Direction du Programme Elargi de Vaccination
DSF	Direction de la Santé de la Famille
DOSS	Direction d'Organisation des Services de Santé
DPMMT	Direction de Pharmacie, du Médicament et de la Médecine Traditionnelle
DPSPE	Direction de Promotion de la Santé et de la Protection de l'Environnement
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSA	Direction Sanitaire de l'Artibonite
DSC	Direction Sanitaire du Centre
DSGA	Direction Sanitaire de la Grande-Anse
DSI	Direction des Soins Infirmiers
DSN	Direction Sanitaire du Nord
DSNI	Direction Sanitaire des Nippes
DSNE	Direction Sanitaire du Nord-Est
DSNO	Direction Sanitaire du Nord-Ouest
DSO	Direction Sanitaire de l'Ouest
DSS	Direction Sanitaire du Sud
DSSE	Direction Sanitaire du Sud-Est
EMIRA	Equipe Mobile d'Intervention Rapide
EPSSS	Evaluation de la Prestation des Services de Soins de Santé
EMMUS	Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services
ERHIS	Évaluation des ressources humaines des Institutions Sanitaires
FIOP	Fiche d'Identification et d'Opération de Projet
FBR	Financement Basé sur les Résultats
GAVI	Alliance Globale pour les Vaccins et l'Immunisation
GLI	Gestion Logistique des Intrants
HBV et HCV	Hépatite B et Hépatite C
HTLV 1 et 2	Virus Lymphotropic Humain



HCR	Hôpital Communautaire de Référence
HIVQUAL	Quality of HIV Health Care
HSB	Hôpital Saint Boniface
HSIS	Haiti Health System Information
HUEH	Hôpital de l'Université d'État d'Haïti
HUJ	Hôpital Universitaire Justinien (Cap Haïtien)
HUP	Hôpital Universitaire la Paix (Delmas)
IST	Infections Sexuellement transmissibles
ISTMECH	Institut Supérieur de Technologie Médicale du Cap Haïtien
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, Ressources Naturelles et Développement Rural
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MGI	Médecine Générale Intégrale
MIJ	Maternité Isaïe Jeanty
MILDA	Moustiquaires Imprégnées d'Insecticides à Longue Durée d'Action
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti
MPCE	Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
MSH	Management Science for Health
MSPP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
NASTAD	National Association of State and Territorial Apprenticeship Directors
OEV	Orphelins et autres Enfants Vulnérables
OFATMA	Office d'Assurances du Travail, Accident, Maladie et Maternité
OMRH	Office de Management des Ressources Humaines
OPS/OMS	Organisation Panaméricaine de Santé/Organisation Mondiale de la Santé
OSE	Officier de Surveillance Epidémiologique
PEPFAR	President 's Emergency Plan for AIDS Relief
PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance
PCMA	Prise en Charge de la Malnutrition Aigüe
PNLT	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
PNCM	Programme National de Contrôle de la Malaria
PTME	Prévention de la Transmission Mère-Enfant
PEV	Programme Élargi de Vaccination
PES	Paquet Essentiel de Services
PIP	Programme d'Investissement Public
PIGD	Prévention des Infections et de la Gestion des Déchets



PNLT	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
PNLS	Programme National de Lutte contre le SIDA
PNST	Programme National de Transfusion Sanguine
PNS	Politique Nationale de Santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPN	Politique Pharmaceutique Nationale
PRO	Poste de Réhydratation Orale
PVVIH	Personnel Vivant avec le VIH
REC	Référentiel des Emplois et Compétences
REFIPS	Réseau Francophone International pour la Promotion de la Santé
SEBAC	Surveillance à Base Communautaire
SHAA	Société Haïtienne d'Aide aux Aveugles
SIS	Système d'Information Sanitaire
SISNU	Système d'Information Sanitaire National Unique
SMART	Standardised Monitoring and Assessment in Relief and Transition
SNADI	Système National d'Approvisionnement et de Distribution des Intrants
SPA	EPSS : Évaluation des prestations de services de soins de santé
SIGRH	Système d'Information et de Gestion des Ressources Humaines
SONUB	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base
SONUC	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence Complets
SSI	Sight Savers International
SSQH	Services de Santé de Qualité pour Haïti
SUN	Mouvement 'Scaling up Nutrition'
TAR	Thérapie Antirétrovirale
TCF	Techniciens en Chaîne de Froid
TMN	Tétanos maternel et néonatal
UADS	Unité d'Appui à la Décentralisation Sanitaire
UAS	Unité d'Arrondissement de Santé
UCPNaNu	Unité de Coordination des Programmes Nationaux de Nutrition
UEP	Unité d'Études et de Programmation
UGP	Unité de Gestion des Projets PEPFAR
UNFPA	Organisation des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Agence Américaine pour l'Aide et le Développement





L'hôpital La Providence des Gonaïves

Inauguré le 4 novembre 2014



NOS PARTENAIRES

Cette section des grandes réalisations présente les domaines dans lesquels nos différents partenaires ont contribué à l'atteinte des résultats 2013-2014 du MSPP à travers leur contribution technique et financière.

Coopération Brésil-Cuba-Haïti :



Ses Excellences M. Joseph Michel Martelly, Président de la République et Mme Sophia Martelly, Première Dame de la République en compagnie des Ministres de la Santé de Cuba et du Brésil et des autorités du MSPP à l'occasion des cérémonies d'inauguration des trois HCR construits avec l'appui du projet Tripartite

- Formation de techniciens en santé incluant les agents de santé polyvalents
- Construction (inauguration en mai et juin 2014) de trois hôpitaux Communautaires de Références et inauguration en mai et juin 2014 : Carrefour, Beudet et Bon Repos. Médicaments et intrants et plan de maintenance pour les trois hôpitaux.
- Construction de l'Institut Haïtien de Réadaptation des Handicapés
- Achat de trois camions pour le transport des vaccins et un camion pour les hôpitaux
- Transfert des biens acquis dans le cadre du Projet Tripartite pour le renforcement du MSPP



Coopération Cubaine :

- Formation de médecins haïtiens : 60 médecins, 33 spécialistes en Médecine Générale Intégrale (MGI) et 6 autres spécialistes en 2013 et 28 spécialistes en MGI en 2014
- Contribution à la prestation de services dans 4 hôpitaux départementaux, 6 autres hôpitaux, 13 centres de santé et 6 dispensaires
 - Consultations médicales : 1,537,394 en 2013 et 988,215 en 2014 (janvier à août) dont 14,238 chirurgies majeures
 - Interventions chirurgicales : 34,946 et 22,567 en 2014 (janvier à août) dont 8,781 chirurgies majeures
 - Accouchements : 7,484 en 2013 et 4,085 en 2014 (janvier à août)
 - Vies sauvées par la BMC-H : 1,279 en 2013 et 469 en 2014 (janvier à août)
- Contribution à la réhabilitation d'infrastructures sanitaires : HCR de Corail et HCR d'Ennery

Coopération Vénézuélienne (Solidarité Bolivarienne/Petrocaribe) :

- Appui à la construction de l'hôpital Simbi Continental (Martissant), l'hôpital de Bon Repos, de Sans-Fil et du centre de traumatologie
- Appui à la construction de l'HUEH

Coopération Mexicaine

- Installation de panneaux solaires à l'hôpital départemental de Gonaïves (contribution de 2.5 millions USD)

OPS/OMS :

- Assistance technique dans les domaines de la vaccination, la malaria, la tuberculose, la filariose ainsi que le modèle et le financement de la santé



JOURNÉE MONDIALE DE LA MALARIA- 25 avril 2014.
Le MSPP et ses partenaires techniques et financiers (OPS/OMS, CDC, PSI)



- Formation en gestion des stocks de médicaments essentiels et la surveillance épidémiologique
- Appui au plaidoyer pour la recherche de fonds tant en matière de prestation de services que de renforcement institutionnel, eau assainissement et HIV/TB.
- Appui à la coordination pour la réponse santé au Choléra et Chikungunya ainsi que les préparatifs pour Ebola

UNICEF

- Appui aux programmes visant la santé des mères et des enfants
- Appui aux autres programmes prioritaires tels que la nutrition, la vaccination, la PCIME (Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance) qui inclut les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires, l'immunisation, la nutrition etc...
- Appui aux programmes de mobilisation sociale dans le cadre du choléra

UNFPA

- Appui au programme visant la santé des mères et des enfants
- Appui au fonctionnement des SONU pour la prise en charge des accouchements institutionnels par un personnel qualifié
- Appui en approvisionnement en intrants de la santé de la reproduction et de la planification familiale
- Appui à la mise en œuvre de la campagne nationale de planification familiale
- Appui au fonctionnement de l'école de sages-femmes disposant de deux filières de formation (18 mois et 3 ans) : 49 étudiantes diplômées en 2014 et 123 sont en formation



Appui au programme élargi de vaccination-
M. Stefano Savi de l'UNICEF en Haïti et
M. Vincent le Pape, chef de la coopération
canadienne en Haïti

Coopération Japonaise

- Contribution à la construction de l'hôpital départemental de Jacmel
- Construction du pavillon de consultation externe à l'Hôpital Sacré Cœur de Milot
- Appui dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement dans les régions du Sud-Est et l'Ouest (les Palmes, Carrefour)
- Appui en matériels et équipements médicaux à l'hôpital Ste Thérèse de Miragoane



Coopération Française :



Visite de suivi du projet de reconstruction de l'HUEH par son Excellence M. Joseph Michel Martelly, Président de la République, Dr F. D. Guillaume, Ministre de la Santé Publique et les partenaires des Coopérations Américaine et Française

- Appui dans les domaines de la santé maternelle dans les départements des Nippes, du Centre, du Sud-Est et du Nord-Est
- Contribution à la rénovation d'institutions de santé (Centre de santé de Thiotte, HCR de Trou du Nord, Hôpital de Miragoâne) dans le domaine de la santé maternelle dans les départements mentionnés ci-dessus.
- Appui à la reconstruction de l'HUEH et appui au processus de réforme
- Appui au CCM dans la réalisation de la note conceptuelle VIH Sida

Coopération Canadienne :

- Achèvement de la construction, inauguration et prise en charge par le MSPP de l'hôpital départemental La Providence des Gonaïves
- Appui aux programmes prioritaires de santé incluant ceux de santé maternelle, santé de la reproduction, santé infantile et la vaccination de routine (services de santé gratuites à 212,000 enfants de moins de 5 ans et 72,000 femmes enceintes)
- Appui au renforcement des capacités



Cérémonie d'inauguration de l'hôpital La Providence des Gonaïves en présence de la Première Dame de la République, Mme Sophia Martelly, de l'Ambassadeur du Canada en Haïti, Mme Paula Caldwell St-Onge et Dr Florence D. Guillaume, Ministre



(plus de 1,250 professionnels de la santé) dans le domaine des ressources humaines et de la gestion hospitalière

- Appui dans le domaine de l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la lutte contre le choléra
- Appui à la construction de centres de santé et d'institutions de formation dont celle des infirmières sages-femmes

Gouvernement américain (USAID et CDC)



Cérémonie de reconnaissance des efforts du MSPP dans la lutte contre les maladies tropicales négligées en présence des autorités du gouvernement américain en Haïti, Mme l'ambassadrice Pamela White et de la Première Dame de la République, Mme Sophia Martelly, St Louis du Sud- 8 mai 2014

- Appui aux programmes de soins de santé primaires de santé en Haïti à travers le projet SSQH (Services de Santé de Qualité pour Haïti)
- Appui au renforcement des capacités du MSPP à tous les niveaux des systèmes de gestion et de planification à travers les projets HFG et LMG
- Appui à la construction de l'HUEH
- Appui à la construction du campus des Sciences de la Santé
- Appui à la formation de cadres et de travailleurs de santé dans les domaines des Soins Obstétricaux d'Urgence, VIH/SIDA, tuberculose, malaria, systèmes électroniques de collecte, traitement et rapports de données ainsi que l'épidémiologie
- Appui à la DINEPA dans les systèmes d'adduction d'eau en milieu rural : inventaire des réseaux, chloration, système de surveillance)
- Support technique et financier à un réseau d'institutions nationales qui contribuent à plus de 80% des résultats en termes de dépistage, du VIH, traitement ARV, PTME, tuberculose



- Appui au renforcement du Système d'information Sanitaire
- Appui aux programmes de tuberculose (utilisation de méthodes de pointes de diagnostic, normes de contrôle de transmission), prévention du VIH/SIDA (gestion des déchets médicaux), sécurité transfusionnelle (système national d'Hémovigilance), filariose lymphatique (médicaments et campagne nationale), choléra (surveillance épidémiologique), rage (planification stratégique et opérationnelle et appui à MARNDR)
- Appui à la surveillance épidémiologique (procédures de validation des données)
- Appui continu au MSPP à travers l'UGP (lutte contre le choléra, campagne vaccination contre le choléra)

PNUD (Gestion des fonds du Fonds Mondial : VIH et tuberculose)

- Appui à l'élaboration des documents stratégiques et normatifs pour la réponse nationale au VIH et à la tuberculose
- Appui à la prise en charge des ressources humaines (390 prestataires) et renforcement des capacités au niveau central et périphérique
- Appui à la prise en charge du VIH/SIDA et la Tuberculose : fourniture de médicaments antirétroviraux, médicaments antituberculeux, tests de dépistage et réactifs
- Appui à la formation du personnel des services centraux et périphériques du MSPP
- Réhabilitation des infrastructures sanitaires : 1 HCR, 1 Centre de Santé, 2 laboratoires et 5 Centres de Diagnostic de la Tuberculose

Fond Mondial

- Appui à la lutte contre le SIDA, la malaria et la Tuberculose

BID (Banque Interaméricaine de Développement)

- Appui aux programmes de santé scolaire et de déparasitage

Banque Mondiale

- Appui aux programmes de lutte contre le choléra et de sa prévention
- Appui aux interventions visant l'amélioration de la santé maternelle et infantile
- Appui au programme national du Financement Basé sur les Résultats (FBR) du MSPP
- Appui technique au volet de financement de santé

Il faut aussi souligner la généreuse contribution de plusieurs organisations non gouvernementales et autres agences nationales et internationales qui viennent en appui au MSPP, soit avec leurs fonds privés en tant qu'agences d'exécution, dans les domaines des infrastructures, des ressources humaines et de la prestation des services de santé.



BILAN FINANCIER DU MSPP POUR L'EXERCICE 2013-2014

Cette section du rapport présente le Bilan Financier de l'exercice fiscal allant du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014. La Direction de l'Administration et du Budget se fait le devoir de soumettre le rapport financier dudit exercice fiscal aux différentes entités étatiques concernées ; bilan qui servira de référence pour maintenir, annuler ou réorienter les décisions prises antérieurement et au besoin, apporter les corrections pour les exercices à venir.

Le Bilan Financier d'un exercice fiscal est un élément important de l'évaluation des Opérations Financières. Il fait ressortir la provenance des fonds reçus au cours de la période, comment ils ont été utilisés et leur pourcentage d'utilisation. Ce bilan comprend les éléments suivants:

- 1) Compte Courant de Fonctionnement alimenté par l'émission de chèques suite aux réquisitions de la DAB et des montants provenant d'autres fonds et de recettes internes (# de compte 111204922)
- 2) Compte intitulé «Programme d'Investissement Public» (PIP) (# de compte 121252276) alimenté de différentes façons : pour le PIP proprement dit, par la transmission d'une lettre de demande de décaissement au MEF via le MPCE, pour les quelques fonds externes gérés sur le même compte, l'alimentation se fait par virement ou par chèque
- 3) Compte des fonds externes (# de compte 1212266538)
- 4) Comptes des quatre autres fonds externes (compte spécifique au bailleur)
- 5) Exécution du PIP pour l'exercice 2013-2014
- 6) Résumé des *fonds d'investissement gérés par le MSPP* par source: trésor public et fonds externes
- 7) Exécution globale du budget de fonctionnement dont les dépenses sont effectuées par le MEF au moyen de réquisitions
- 8) Principales contraintes rencontrées au cours de l'exercice

Au niveau de son Service de la Comptabilité, la DAB a effectué une gestion par fonds, c'est-à-dire la gestion de plusieurs fonds sur un même compte. Trois comptes ont été utilisés (**111204922**, **121252276**, **1212266538**) sauf, dans le cas de certains bailleurs qui exigent un compte séparé.

1.-Compte Courant de Fonctionnement alimenté par l'émission de chèques suite aux réquisitions de la DAB et des montants provenant d'autres fonds et de recettes internes



TABLEAU 1. OPÉRATIONS PAR FONDS SUR LE COMPTE # 11204922 (2013-2014)

SOURCES DE FONDS	EXAMENS D'ÉTAT	DPM / MT	TRESOR PUBLIC	TOTAL
SOLDE DEBUT	1 695 480,07	-	1 211 195,77	2 906 675,84
FONDS RECUS/RETOUR / REMB.	6 611 637,92	1 425 150,00	23 636 722,50	31 673 510,42
MONTANT DISPONIBLE	8 307 117,99	1 425 150,00	24 847 918,27	34 580 186,26
TOTAL DES DEPENSES	(7 601 412,20)	(1 381 651,42)	(22 579 629,47)	(31 562 693,09)
SOLDE FIN PERIODE	705 705,79	43 498,58	2 268 288,80	3 017 493,17

On peut constater un taux d'absorption de plus de 90% sur le compte courant de fonctionnement (# compte 11204922) ; ces dépenses sont liées au fonctionnement de l'institution.

2.-Compte intitulé "Programme d'Investissement Public" (PIP) renfloué par la transmission d'une lettre de demande de décaissement au MEF via le Ministère de la Planification ainsi que d'autres fonds

En 2013-2014, le MSPP a ouvert un autre fonds pour les fonds externes (voir section suivante). Par conséquent, la plus grande partie du compte du Programme d'Investissement Public est maintenant composée des fonds du Programme d'Investissement Public.

Le tableau 3 de la page suivante montre les transactions des différents fonds gérés sur le compte du Programme d'Investissement Public #121252276 (fonds du Trésor Public et quelques fonds externes) et le tableau 2 ci-dessous montre le taux d'absorption pour chacun de ces fonds.

TABLEAU 2. PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC) (# COMPTE 121252276) : PRINCIPALES ACTIVITÉS ET LEUR POURCENTAGE D'UTILISATION (2013-2014)

SOURCES		ACTIVITES	% D'UTILISATION (voir tableau 3)
TRESOR PUBLIC	Fonds Chikungunya	Activités de lutte contre la Chikungunya	94.8%
	Fonds Communaux	Fonds transférés de BMPAD pour la construction du centre de Santé de Gros Morne	57.0%
	Fonds HUEH	Contribution du gouvernement haïtien pour la construction de l'HUEH	100,0%
	Trésor Public	Projets du Programme d'investissement public Projets des fonds Petrocaribe Frais de la coopération cubaine	61,8%
FONDS EXTERNES	Fonds des bailleurs	Utilisés temporairement pour les transferts sur nouveau compte «Fonds des Bailleurs»	80.3%
	Accord Tripartite	Formation et prise en charge des agents de santé	95.0%

On constate un taux d'absorption de plus de 80% pour la majorité des fonds excepté pour celui des fonds communaux dont les paiements sont faits sur présentation des décomptes de la firme de construction et celui du PIP dont plus de 90% des fonds ont été décaissés par le MEF à la fin de l'année fiscale, soit en août et septembre 2014. Ceci explique le faible taux d'absorption au 30 septembre 2014. Ces deux fonds seront dépensés au cours du premier trimestre de 2014-2015.



TABLEAU 3 : TRANSACTIONS DU TRÉSOR PUBLIC ET DE (QUELQUES) FONDS EXTERNES SUR LE COMPTE DU PIP (# 1212522276) (2013-2014)							
SOURCES DE FONDS	FONDS DES BAILLEURS	Fonds CHIKUNGUNYA	FONDS COMMUNAUX	FONDS HUEH	ACCORD TRIPATITE	TRESOR PUBLIC	TOTAL
SOLDE DEBUT	16 721 197,96	-	-	-	-	35 302 242,56	52 023 440,52
FONDS RECUS/ RETOUR/REMB.	31 426 503,50	10 000 000,00	9 999 900,00	726 000 567,25	65 725 090,02	640 163 087,98	1 483 315 148,75
MONTANT DISPONIBLE	48 147 701,46	10 000 000,00	9 999 900,00	726 000 567,25	65 725 090,02	675 465 330,54	1 535 338 589,27
TOTAL DES DEPENSES	(38 659 487,46)	(9 482 300,00)	(5 700 704,76)	(731 120 298,51)	(62 409 440,00)	(417 127 373,91)	(1 264 499 604,64)
SOLDE FIN PERIODE	9 488 214,00	517 700,00	4 299 195,24	(5 119 731,26)	3 315 650,02	258 337 956,63	270 838 984,63

TABLEAU 4 : TRANSACTIONS DU COMPTE «FONDS DES BAILLEURS» (# 1212266538) (2013-2014)							
SOURCES DE FONDS	AFD	GAVI	OPS/OMS	BID	UNICEF	AUTRES	CARE
SOLDE DEBUT	(5 613,33)	1 113 283,00	4 925 229,59	1 408 173,57	24 993 490,50	4 035 411,63	-
FONDS RECUS/ RETOUR/REMB.	2 772 126,87	702 493,00	17 728 346,25	33 048 847,54	26 046 629,21	21 028 435,30	908 606,25
MONTANT DISPONIBLE	2 766 513,54	1 815 776,00	22 653 575,84	34 457 021,11	51 040 119,71	25 066 606,93	908 606,25
TOTAL DES DEPENSES	(2 691 845,16)	(1 261 085,49)	(17 910 420,83)	(10 023 891,27)	(44 502 799,22)	(7 167 416,32)	(889 079,00)
SOLDE FIN PERIODE	74 668,38	554 690,51	4 743 155,01	24 433 129,84	6 537 320,49	17 899 190,61	19 527,25
							54 261 682,09



3.-Compte 'Fonds des Bailleurs'

Le tableau 4 de la page suivante rapporte les transactions effectuées sur le compte des fonds externes qui inclut les fonds d'une dizaine de partenaires dont les fonds sont gérés par le MSPP : AFD, GAVI, OPS/OMS, BID, UNICEF, CARE, ONU-FEMMES et PAM.

TABLEAU 5. FONDS EXTERNES : ACTIVITÉS LIÉES À CHAQUE BAILLEUR ET LEUR POURCENTAGE D'UTILISATION (2013-2014)		
SOURCES	ACTIVITES	% D'UTILISATION (voir tableau 4)
AFD	Appui à la Santé de la Reproduction et à la Santé Maternelle	97,3%
GAVI	Appui à la vaccination	69,5%
OPS/OMS	Aménagement salle d'accouchement de Fort Liberté Appui aux assistants de PEV Formation des prestataires dans les départements : introduction du vaccin Pentavalent Appui à logistique – projet vaccination Monitoring du PEV dans le Sud Renforcement de la surveillance des maladies évitables par la vaccination Supervision	79,1%
BID	Activités de déparasitage	29,1%
UNICEF	Plan de contingence dans la lutte contre le choléra Appui points focaux nutrition Certification Hôpital ND Petit Goave (Ami des bébés) Semaines Santé de l'Enfant Santé de la Reproduction Lutte contre tétanos materno-néonatal dans Nord et Nord-Oues	87,2%
CARE	Enquête SMART (nutrition) dans le Nord-Ouest	97,9%
AUTRES	ONU-FEMMES : Promotion prise en compte dimension genre dans politiques publiques PAM : Certification Hôpital Carrefour (Ami des bébés)	28,6%

Dans le tableau ci-dessus, on constate un taux moyen d'absorption de 60% pour les fonds provenant des bailleurs. Le taux d'absorption varie d'un partenaire à l'autre selon la planification et la mise en œuvre des activités. Pour ceux dont les fonds sont versés pour les activités à réaliser pendant l'année fiscale, le taux d'absorption est plus élevé et les montants ont été justifiés. Pour ceux dont les activités se poursuivent au cours de la prochaine année fiscale, le taux d'absorption est plus bas car la balance en main sera utilisée au cours de la prochaine année.



4.-Fonds Externes (avec comptes séparés).

Le prochain tableau présente les opérations des fonds externes pour les deux partenaires dont leurs fonds sont gérés par le MSPP mais sur des comptes séparés : MSPP-PEPFAR et une partie des fonds de la BID.

TABLEAU 6. OPÉRATIONS DES FONDS EXTERNES (2013-2014) ET LEURS DIFFÉRENTS COMPTES				
SOURCES DE FONDS ET # COMPTE	MSPP/PEPFAR 3506008857	DPSPE/ PEPFAR 90218974	FONDS BID NUTRITION 111258512	FONDS CRISE PRIX AL. BID 111258529/111058451
SOLDE DEBUT	631 968,76	566 899,75	6 448 138,15	725 726,26
FONDS RECUS	3 207 330,00	20 518 280,67		15 339 205,00
CHEQUES ANNULES	77 175,00	741 089,50		
MONTANT DISPONIBLE	3 916 473,76	21 826 269,92	6 448 138,15	16 064 981,26
TOTAL DES DEPENSES	(2 908 023,12)	(16 976 236,52)	(6 440 431,60)	(16 064 931,26)
SOLDE FIN PERIODE	1 008 450,64	4 850 033,40	7 706,55	98,00

TABLEAU 7 : TAUX D'UTILISATION DES FONDS EXTERNES (POUR PROJETS AVEC COMPTES SÉPARÉS (2013-2014))		
BAILLEURS	ACTIVITES	% D'UTILISATION
MSPP PEPFAR	Renforcement du MSPP	74,3%
DPSPE PEPFAR	Renforcement de la DPSPE et autres directions	77,8%
BID NUTRITION	Activités des nutritionnistes	100,0%
FOND DE CRISE PRIX AL. BID	Enquête prévalence helminthiases	100,0%

On note que la balance des fonds nutrition de la BID a été dépensée au cours de l'année 2013-2014 ainsi que la totalité des nouveaux fonds de la BID versés au MSPP pour l'enquête sur la prévalence des helminthiases. Quand aux deux comptes PEPFAR du MSPP, le taux d'absorption est de 74 et 78%.

5.-Exécution du PIP 2013-2014

Le prochain tableau compare le nombre de projets et les montants approuvés dans le PIP 2013-2014 avec les montants effectivement décaissés par le MEF. Le MSPP avait soumis la documentation pour 80 des 85 projets approuvés dans le PIP et 40 d'entre eux ont reçu un décaissement (50% des projets soumis) pour l'équivalent de près de la moitié du montant sollicité.



TABEAU 8 : COMPARAISON ENTRE LES PROJETS ET LES MONTANTS APPROUVÉS DANS LE PIP, CEUX SOUMIS PAR LE MSPP ET CEUX EFFECTIVEMENT DÉCAISSÉS PAR LE MEF

APPROUVE dans budget 2013-2014		SOUMIS PAR MSPP				DECAISSES par le MEF	% Décaissés /soumis
		Avec FIOP et document de projet	Demande de réaffectation	Total	% Soumis approuvés		
# projets	85	72	8	80	94%	39	54%
Montant (gourdes)	612 393 042	533 451 570	45 500 000	578 951 170	95%	278 100 000	48%

Les détails des opérations du PIP 2013-2014 sont présentés dans le tableau 8.

Avec le budget 2013-2014 voté en juin 2014, **les décaissements du MEF sur le PIP du MSPP ont été effectués** comme suit :

- **18 Juin 2014** : 27,000,000 gourdes (projet des 9 CSL) représentant 10% des fonds décaissés
- **24 juillet 2014** : 30,000,000 gourdes (11% des fonds décaissés)
- **11 août 2014** : 73,000,000 gourdes (26% des fonds décaissés)
- **11 août 2014** : 86,100,000 gourdes (31% des fonds décaissés)
- **4 septembre 2014** : 20,000,000 gourdes (7 % des fonds décaissés)
- **29 septembre 2014** : 52,000,000 gourdes (15% des fonds décaissés).

En date du 30 septembre 2014, le décaissement effectué en juin par le MEF pour les 9 CSL et celui du projet du Centre de Caracol avaient été justifiés par le MSPP. Ce qui représente un montant de 26,481,446 gpurdes, soit 9,5% du montant décaissé.

On note que parmi les 40 projets décaissés par le MEF, 26 sont des nouveaux projets d'infrastructure (construction et réhabilitation) et 22 contrats ont été signés avant le 30 septembre 2014. La majorité d'entre eux ont pu ainsi recevoir une première avance, ce qui porte à près de 84 millions de gourdes décaissés sur le montant reçu du MEF (30%). Avec la finalisation de la majorité de ces travaux vers la fin 2014/début 2015, le MSPP estime que 90% des fonds du PIP 2013-2014 seront justifiés avant la fin du deuxième trimestre de 2014-2015.

TABEAU 9. OPÉRATIONS DES PROJETS D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2013-2014

# projet	Projet	Montant accordé par MEF	Montant décaissé par MSPP au 30-09-14	Montant justifié par MSPP au 30-09-14
1313-1-12-50-14	MISE EN PLACE D'UN CENTRE AMBULANCIER REGIONAL DANS LE SUD	20 000 000		-
1313-1-12-50-16	REHABILITATION HOPITAL UNIVERSITAIRE JUSTINIEN	20 000 000	3 953 190,38	-
1313-1-12-50-17	MISE EN PLACE D'UN CENTRE AMBULANCIER REGIONAL DANS LE NORD OUEST	10 000 000		-



TABLEAU 9. OPÉRATIONS DES PROJETS D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2013-2014

# projet	Projet	Montant accordé par MEF	Montant décaissé par MSPP au 30-09-14	Montant justifié par MSPP au 30-09-14
1313-1-12-50-19	PAVAGE DE LA COUR DE L'HOPITAL ST ANTOINE DE JEREMIE ET REHABILITATION RESIDENCES	6 000 000	2 329 207,60	-
1313-1-12-50-20	REHABILITATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE LA RESIDENCE DE L'HOPITAL IMM. CONCEP. DE PORT-DE-PAIX	5 000 000		-
1313-1-12-50-21	TRANSFORMATION DU CAL DES ANGLAIS EN HCR	6 000 000	2 999 865,75	-
1313-1-12-50-25	TRANSFORMATION CSL DE QUATRE CHEMINS EN UNITE MEDICO CHIRURGICALE INCLUANT SALLE D'URGENCE	8 500 000	1 685 435,00	-
1313-1-12-50-26	TRANSFORMATION DU SANATORIUM EN UNITE DE TRAITEMENT DES MALADIES INFECTIEUSES	8 500 000	1 590 349,11	-
1313-1-12-50-30	REHABILITATION CAL DE PETIT GOAVE - (PHASE 1 DE 2)	8 000 000	5 045 908,20	-
1313-1-12-50-33	CONSTRUCTION MATERNITE (SONUB) AU CAL CERCA LA SOURCE	6 000 000	2 400 000,00	-
1313-1-12-50-34	CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A TIBURON (PHASE 1 DE 2)	6 000 000	4 968 280,58	-
1313-1-12-50-36	AJOUT BLOC OPERATOIRE AU CAL DE PORT-A-PIMENT	6 000 000	1 198 815,90	-
	AJOUT BLOC OPERATOIRE AU CAL DE PORT-AU-PRINCE	6 000 000		
1313-1-12-50-37	ERECTION MUR SOUTAINEMENT (PROTECTION CONTRE LA MER) AU CAL DE PORT SALUT	6 000 000	1 199 712,00	-
1313-1-12-50-40	EXTENSION DU CSL DE CARACOL EN CAL	6 000 000	4 723 904,76	4 723 904,76
1313-1-12-50-44	CONSTRUCTION 9 CSL - PHASE 2 (PHASE 1 EN 2012-2013) Centre, Nord, Nord-est, Nord-ouest, Nippes, Sud, Sud-est, Grande Anse, Artibonite	27 000 000	21 316 397,42	21 316 397,42
1313-1-12-50-47	CONSTRUCTION D'UN CSL A BRAS DE GAUCHE (COTE DE FER)	5 000 000		-
1313-1-12-50-50	CONSTRUCTION D'UN CSL A CORAIL SOULT (C. MARIGOT)	5 000 000		-
1313-1-12-50-56	REHABILITATION CSL MONTAGNE LA VOUTE, 6e SECTION JACMEL (demande accordée de réaffectation au projet 9 CSL)	2 500 000		-
1313-1-12-50-58	REHABILITATION DU CSL DE CORNILLON	2 500 000		
1313-1-12-50-60	CONSTRUCTION CSL ST YVES , SC SAUT DU BARIL (C. ANSEAVEAU)	5 000 000	4 856 646,00	-
1313-1-12-50-62	RÉHABILITATION DISPENSAIRE BOK-BANIK	2 000 000	800 000,00	-
1313-1-12-50-67	TRANSFORMATION DISPENSAIRE STE SUZANNE EN CSL	4 000 000	1 593 280,00	-



TABLEAU 9. OPÉRATIONS DES PROJETS D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2013-2014

# projet	Projet	Montant accordé par MEF	Montant décaissé par MSPP au 30-09-14	Montant justifié par MSPP au 30-09-14
1313-1-12-50-70	REHABILITATION CSL PETITE RIVIERE (DAME MARIE)	2 500 000	1 000 000,00	-
1313-1-12-50-71	CONSTRUCTION CSL ANSE A MASSON (CAYMITTES)	6 000 000	5 332 359,30	-
1313-1-12-50-72	CONSTRUCTION CSL A TOZIA - COMMUNE PESTEL	6 000 000	1 685 435,30	-
1313-1-12-50-75	REHABILITATION DISPENSAIRE LABADIE (C. CAP HAITIEN)	2 000 000	791 250,00	-
1313-1-12-50-76	REHABILITATION DISPENSAIRE MORNE ROUGE (C. PLAINE DU NORD)	2 000 000	800 000,00	-
1313-1-12-50-78	REHABILITATION DU DISPENSAIRE DE CADUCH (C. QUARTIER MORIN) INCLUANT RESIDENCE POUR PERSONNEL	5 000 000	2 000 000,00	-
1313-1-12-50-79	CONSTRUCTION CSL SOUFRIERE 6EME SECTION ACUL DU NORD	5 000 000		-
1313-1-12-50-82	CONSTRUCTION D'UN CSL A ROCHE A BATEAU	6 000 000	5 542 917,03	-
1313-1-12-50-90	REHABILITATION HOPITAL DEFILEE DE BEUDET	5 000 000	1 994 293,08	-
	REHABILITATION HOPITAL DEFILEE DE BEUDET	5 000 000		-
1313-1-12-50-91	MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE PRISE EN CHARGE DES MALADIES MENTALES	5 000 000	719 800,00	-
1313-1-12-50-94	APPROVISIONNEMENT EN MATERIELS ET EQUIPEMENTS D'AU MOINS 20 INSTITUTIONS DE SANTE	20 000 000		-
1313-1-12-50-96	MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE PLANIFICATION FAMILIALE ET DE PREMIERS SOINS DANS LES MARCHES PUBLICS DES 10 DEPARTEMENTS	8 600 000	182350	-
1313-1-12-50-107	MISE EN PLACE DU PROGRAMME DE PRISE EN CHARGE DES AGENTS DE SANTE POLYVALENTS	5 000 000		-
1313-1-12-52-11	AMENAGEMENT DU NOUVEAU LOCAL DU MSPP A MAIS GATE	4 000 000	1 600 000,00	-
1313-1-12-52-13	APPUI A L'AMENAGEMENT DE RESIDENCES DE PERSONNEL DANS INSTITUTIONS DE SANTE (CENTRE, NORD, NORD-EST)	6 000 000		-
1313-1-12-52-14	CONSTRUCTION D'UN LOCAL POUR L'INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE MEDICALE DU CAP HAITIEN (ISTMECH)	4 000 000	1 592 373,44	-
TOTAL		278 100 000	83 901 770,85	26 481 446,85
			30.2% du montant décaissé	9.5% du montant décaissé
Les montants pour ces projets ont été déposés en deux fois sur le compte du MSPP. Le MSPP a entrepris des démarches auprès du MPCE pour réaffecter ces fonds à un autre projet, prioritaire pour le MSPP, mais pour lequel aucun décaissement n'avait été effectué sur le PIP 2013-2014				



6.-Résumé de l'investissement (géré par le MSPP) par source de fonds : Trésor Public et Fonds externes

Le tableau ci-dessous montre que 83.6% des *fonds d'investissement gérés par le MSPP* et dépensés au cours de l'année 2013-2014 proviennent du Trésor Public et 16.4% des fonds externes.

TABLEAU 10 : DISTRIBUTION DES DÉPENSES EFFECTUÉES SUR LES COMPTES D'INVESTISSEMENT PAR SOURCE DE FONDS : TRÉSOR PUBLIC ET FONDS EXTERNES GÉRÉS PAR LE MSPP			
Sources de fonds	TRESOR PUBLIC	FONDS EXTERNES	TOTAL
Dépenses effectuées	1 163 430 677,18	228 105 087,35	1 391 535 764,53
%	83,6%	16,4%	100%

7.-Exécution globale du budget de fonctionnement dont les dépenses sont effectuées par le MEF à travers des réquisitions

Les premiers mois de fonctionnement de l'exercice 2013-2014 ont été réalisés avec le budget de l'exercice 2012-2013 qui avait été reconduit au 1er octobre 2013. Avec le **vote du budget 2013-2014 en juin 2014**, les crédits votés en faveur du MSPP totalisaient Deux Milliards Huit Cent Soixante et Un Millions Cinq Cent Quatre Vingt Treize Mille Quatre Cent Quatorze & 36 Gourdes (**2,861,593,414.36 gourdes**) comparé à ceux de l'exercice précédent qui étaient de Deux Milliards Cinq Cent Quatre Vingt Onze Millions Deux Cent Trente Huit Mille Deux Cent Soixante & 32/100 gourdes (**2,591,238,260.32 gourdes**) soit une **augmentation de 10.4%**.

Le tableau suivant montre les montants alloués, les montants dépensés et le pourcentage décaissé pour chacun des articles de dépenses du budget de fonctionnement du MSPP pour l'année fiscale 2013-2014. Au 30 septembre 2014, jour de fermeture du budget national et dernier jour de l'année fiscale 2013-2014, les comptes du MSPP accusaient un solde positif de Treize Millions Soixante Quinze Mille Cinq Cent Quarante Quatre Gourdes et 72/100 (13,075, 544.72 gourdes). Sur les Deux Milliards Huit Cent Soixante et Un Millions Cinq Cent Quatre Vingt Treize Mille Quatre Cent Quatorze & 36 Gourdes (2,861,593,414.36 gourdes) alloués au MSPP un montant de Deux Milliards Quatre Cent Quarante Huit Millions Cinq Cent Dix Sept Mille Huit Cent Soixante Neuf & 64 Gourdes (2, 848, 517,869.64 gourdes) a été dépensé, soit **une absorption de 100%** en valeur relative de l'allocation disponible.

TABLEAU 11. EXÉCUTION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2013-2014				
Article	Allocation	Dépenses	Balance	% décaissé
Bureau Ministre				
1 – Dépenses de Personnel	18 404 302,49	18 399 660,00	4 642,49	100%
2- Dépenses de services et charges diverses	4 752 070,12	4 752 064,51	5,61	100%
3- Achats de Biens de consommation	583 802,24	583 800,00	2,24	100%
7-Subventions, quote-parts	3 335 196,12	540 106,74	2 795 089,38	16%
9-Autres dépenses publiques	3 735 870,00	3 716 666,95	19 203,05	99%
Sous-total	30 811 240,97	27 992 298,20	2 818 942,77	91%



TABLEAU 11. EXÉCUTION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2013-2014

Article	Allocation	Dépenses	Balance	% décaissé
Direction Générale				
1 – Dépenses de Personnel	2 548 872 734,75	2 542 223 507,60	6 649 227,15	100%
2- Dépenses de services et charges diverses	79 210 793,64	81 045 474,01	-1 834 680,37	102%
3- Achats de Biens de consommation	141 575 139,60	139 623 130,25	1 952 009,35	99%
4- Immobilisations corporelles	38 853 049,32	38 819 721,23	33 328,09	100%
7-Subventions, quote-parts	5 085 453,36	1 680 108,60	3 405 344,76	33%
9-Autres dépenses publiques	14 943 480,60	14 933 629,65	9 850,95	100%
Sous-total	2 828 540 651,27	2 818 325 571,34	10 215 079,93	
Services externes				
7- Subventions, quote-parts,	2 241 522,12	2 200 000,00	41 522,12	98%
TOTAL	2 861 593 414,36	2 848 517 869,54	13 075 544,82	100%

Il est important de noter qu'une large partie du budget de fonctionnement est occupée par les dépenses du personnel. Le prochain tableau résume les principales catégories de personnel ainsi que les montants décaissés pour chacune au cours de l'année 2013-2014.

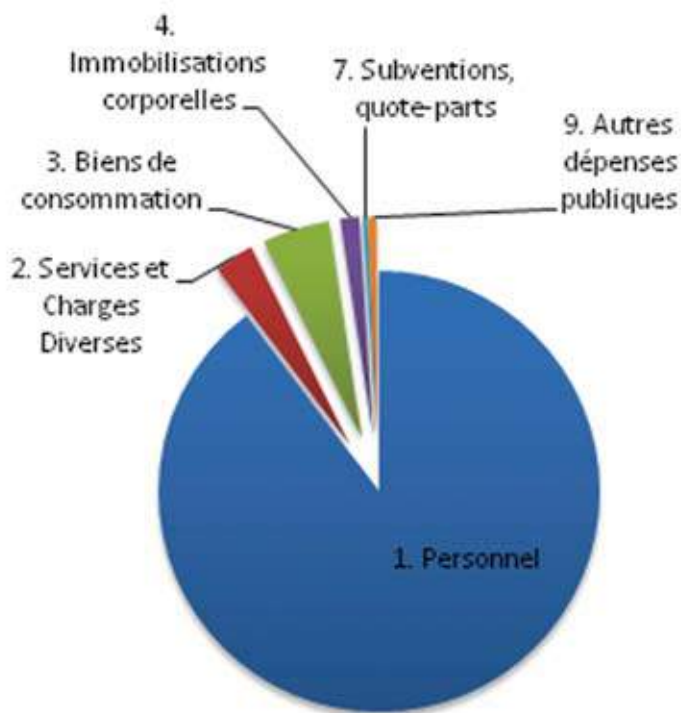
TABLEAU 12 : EXÉCUTION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2013-2014 – DÉPENSES DE PERSONNEL

Alinéa	Montant dépensé
Personnel de carrière et Grands commis de l'Etat	2 026 657 050.00
Personnel contractuel et Membres du Cabinet	200 263 245.72
Personnel Stagiaire (1,679)	139 414 302.90
- 279 internes	
- 534 professionnels en Service Social (médecins, Infirmières, dentistes et Technologistes médicaux)	
- 466 Professionnels en résidence hospitalière	
Autres dépenses de personnel (indemnités, boni, etc)	194 288 509,00
TOTAL	2 560 523 167,60

Le graphique de la page suivante montre que 90% des dépenses effectuées par le MSPP dans le cadre du budget alloué par le Trésor Public pour son fonctionnement sont consacrés aux dépenses de personnel.



Figure 1 : Distribution des dépenses du budget de fonctionnement 2013-2014 par article budgétaire



Il est aussi intéressant de noter les montants des allocations versées aux dix directions départementales pour leur fonctionnement. Le tableau 13 montre que les départements ont reçu en moyenne 900,000 gourdes pour leurs frais de fonctionnement au cours de l'année 2013-2014, montant qui a été dépensé à 100% avant le 30 septembre 2014.

TABLEAU 13. TRANSFERTS DES ALLOCATIONS AUX DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES POUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE			
Départements	Crédits disponibles	Transferts effectués	% d'exécution
Direction départementale des Nippes	871,603.23	871,603.23	100%
Direction départementale du Sud-Est	950,000.04	950,000.04	100%
Direction départementale du Nord	900,001.29	900,001.29	100%
Direction départementale de l'Artibonite	950,000.04	950,000.04	100%
Direction départementale du Sud	950,000.04	950,000.04	100%
Direction départementale du Nord-Est	950,000.04	950,000.04	100%
Direction départementale de la Grande-Anse	950,000.04	950,000.04	100%
Direction départementale du Nord-Ouest	950,000.04	950,000.04	100%
Direction départementale du Centre	950,000.04	950,000.04	100%
	8, 421,604.80	8, 421,604.80	100%



8.- Principales contraintes rencontrées au cours de l'exercice

Parmi les principales contraintes rencontrées au niveau de l'administration et plus spécialement au niveau de la comptabilité, au cours de l'exercice par le MSPP, on note les suivantes :

- Les procédures et le délai de récupération des États de Comptes à la **Banque de la République d'Haïti (BRH)** sont très compliqués et on ne retrouve pas d'avis de crédit (documentation accompagnant les virements effectués sur le compte) dans les états de comptes.
- Depuis le déménagement du MSPP dans des nouveaux locaux temporaires, l'espace de stockage des pièces justificatives pour les dépenses effectuées sur les comptes courants du Ministère est insuffisant; ce qui affecte l'efficacité du travail au niveau de certains services comptables.



Où en sommes-nous par rapport à la déclaration de politique générale du Gouvernement ?

«L'objectif général du gouvernement est double :

- Le renforcement du système de santé ;
- L'harmonisation des activités des opérateurs publics et privés.

Ainsi, un ensemble d'actions seront mises en œuvre¹.

- 1) «Des mesures seront prises pour augmenter l'offre de santé. Dans ce cadre, un plan de réhabilitation des anciens hôpitaux et de construction de nouveaux sera mis en œuvre. Parmi les nouveaux hôpitaux à construire, il faut noter celui de Jacmel et de Mirebalais».

Constructions : L'hôpital de Mirebalais a été inauguré et mis en service. Le nouvel hôpital départemental des Gonaïves se poursuit et a été inauguré en novembre 2014. La construction du nouvel hôpital de Jacmel se poursuit et la fin des travaux est prévue pour le début de 2016. Les travaux de reconstruction de l'HUEH avancent avec la fin des travaux prévue pour 2016. Trois nouveaux hôpitaux communautaires de référence construits avec les fonds de la Tripartite (Brésil, Cuba, Haïti (Carrefour/Arcachon 32, Beudet et Bon Repos) ont été inaugurés. Deux autres sont en construction : Simbi Continental à Carrefour et Sans-Fil et un hôpital de Bon Repos (M. Bennett) est en réhabilitation.

Réhabilitations : Des travaux de réhabilitation sont en cours à l'hôpital de Miragoâne (Nippes), à l'hôpital Justinien du Cap Haïtien et à l'hôpital Immaculée Conception des Cayes.

«L'existence d'au moins 1 hôpital de niveau tertiaire dans chaque département fournissant au moins les 4 services de base spécialisés et une prise en charge adéquate pour toutes les urgences médico-chirurgicales».

1-. Les textes en gras et italique sont ceux de l'Énoncé de Politique Générale du Premier Ministre.



Existence d'un hôpital de niveau tertiaire dans chaque département :

- **Nouvelles constructions finalisées en 2013-2014:** Gonaïves (Artibonite) et Bon-Repos, Carrefour, Beudet (Ouest)
- **Reconstruction en cours en 2013-2014:** HUEH (Ouest), Simbi/Carrefour et Sans-Fil (Ouest) et Jacmel (Sud-Est)
- **Réhabilitation en 2013-2014 :** Justinien (Nord), St Antoine de Jérémie (Grande-Anse), Immaculée Conception (Sud), Miragoâne (Nippes)
- **Autres déjà existant :** Hinche et Mirebalais (Centre), Fort Liberté (Nord-Est)

Parmi les 209,304 patients reçus en urgence dans les institutions sanitaires en 2013 (Annuaire Statistique du MSPP), 65,4% de ces personnes ont bénéficié d'une prise en charge médicale, 15,3%, une prise en charge chirurgicale et 14,3 % d'une prise en charge obstétrico-gynécologique.

Le système sanitaire haïtien dispose à l'heure actuelle de 0,7 lit pour 1,000 habitants selon l'enquête SPA 2013, ce qui représente une diminution de 0,6 par rapport aux statistiques de l'OMS de 1.3 pour la période 2000-2009. Le rythme de croissance décalé entre la population et la construction d'infrastructures sanitaires explique cette situation que le Ministère corrige au fur et à mesure avec la mise en place de nouvelles institutions sanitaires.

2) Les programmes de soins préventifs seront renforcés, incluant la surveillance des maladies transmissibles (comme le VIH-Sida, etc.). Cette activité s'appuiera sur un système performant d'information stratégique, de surveillance de l'hygiène du milieu, y compris l'augmentation de l'accès à l'eau potable.

Les plans stratégiques et opérationnels des principaux programmes de soins préventifs sont disponibles. Un système de surveillance épidémiologique performant fournit des informations sur les principales maladies transmissibles comme le sida, la tuberculose, le choléra et le chikungunya sur une base régulière. Les autres statistiques de services et programmatiques sont disponibles sur une base mensuelle à travers le système d'information sanitaire (SIS).

3) «L'accent sera mis sur le système de soins curatifs. Il s'agira de permettre à tout citoyen malade de se faire soigner à tous les échelons du système, en offrant un réseau de services de base notamment aux populations affectées par la pauvreté extrême».

Construction et réhabilitation *de centres de santé* dans les 10 départements *depuis 2011*:

- Centres de santé construits et achevés : **33** dont 25 en 2013-2014
- Centres de santé en construction : **30** en 2013-2014:
- Centres de santé et dispensaires réhabilités : **48** dont 15 en 2013-

Selon les statistiques des services de santé, le nombre total de visites a augmenté de 48%.



QUELQUES STATISTIQUES DE SERVICES DE SANTE				
Indicateurs	Année			Variations en % (2011-2013)
	2011	2012	2013	
Nombre total de visites	4, 433,776	5, 695,883	6,573,915	48,3%
Nombre moyen de visites/ hab.	0.4	0.55	0,62	55,0%
Visites institutionnelles	3, 578,149	4, 451,345	4,801,716	34,2%
Total consultations	3, 768,839	5, 142,306	5,610,495	48,9%
Nouveaux clients de PF	350, 222	505, 975	1,107,184	216,1%
Distribution de condoms	13, 857,417	20, 403,984	15,513,609	12,0%

4) «Le processus de distribution du médicament sera mieux régulé, assurant ainsi la disponibilité des médicaments essentiels en région d'une part, du respect des règles encadrant leur vente et leur consommation d'autre part».

Les normes et procédures régissant le secteur pharmaceutique ont été révisées. La liste des établissements pharmaceutiques autorisés à fonctionner par le MSPP pour 2013-2014 a été publiée. Ces mécanismes de régulation incluant le suivi du dépistage des établissements pharmaceutiques illégaux ont mené à la fermeture de 62 points de vente de médicaments sur 420 dépistés en 2012. La liste nationale des Médicaments Essentiels est disponible à tous les niveaux du système de santé.

Le processus de mise en place d'un **système national unique d'approvisionnement et de distribution des intrants (SNADI)**, intégré et performant qui permettra une coordination efficace des différentes interventions liées à la logistique des intrants, facilitant ainsi une meilleure planification des besoins nationaux en intrants médicaux se poursuivent. Les principales étapes qui se sont déroulées en 2013-2014 : 1) Lancement des Commissions Thématiques : « *Harmonisation des Outils et Processus* », « *Budgets et Finances* » et « *Infrastructures et Ressources Matérielles* » ; 2) Acquisition d'un terrain à Cabaret pour la CENADI ; et 3) Acquisition d'un terrain à Tabarre pour la construction du Laboratoire National de Contrôle de Qualité des produits pharmaceutiques.

Le Projet de Loi réglementant la production, la distribution, les conditions d'importation et d'exportation, le stockage et la consommation des médicaments fait partie des projets de lois approuvés par les ministres et transmis au parlement (voir section suivante).

5) «Toutes les dispositions seront prises pour améliorer la Bonne Gouvernance au sein des institutions publiques et privées de santé. Les extrants obtenus des Etats Généraux de la Santé réalisés récemment serviront à l'élaboration du cadre légal».

Haïti dispose désormais d'une Politique Nationale de Santé avec une vision sur vingt ans devant servir de cadre à tout intervenant (bailleurs, prestataires, gestionnaires, etc.) voulant supporter les efforts du gouvernement en matière de santé. Cette Politique insiste pour que tout haïtien vivant sur le territoire puisse avoir accès aux soins de base quelque soit le lieu où il se trouve.



Des normes et standards ont été mis à jour et disséminés à travers de multiples formations au niveau des départements et des institutions de santé que ce soit dans les domaines administratifs ou programmatiques (les détails sont présentés dans ce rapport).

En termes financiers, le budget de fonctionnement a été exécuté à 100%. Avec le vote du budget en juin 2014, 48 % du montant sollicité par le MSPP a été décaissé par le MEF, les 12 douzièmes du budget de fonctionnement des directions départementales ont été décaissés pour l'année fiscale 2013-2014

Les **projets de loi suivants** ont été élaborés par le MSPP, approuvés par le Conseil des Ministres du 10 juillet 2013 et transmis au Parlement. Ces avant-projets de loi **ne sont pas encore votés**.

- Projet de Loi définissant l'Organisation et le Fonctionnement du Ministère de la santé Publique et de la Population en vue d'une rationalisation de ses services.
- Projet de Loi relatif au Syndrome d'Immunodéficience Acquis dans l'optique de garantir au moyen de dispositions légales une synchronisation harmonieuse entre le droit de la population de se protéger contre le VIH/SIDA et le droit des personnes séropositives ou infectées et affectées de n'être pas exclues ni marginalisées.
- Projet de Loi sur le Service Social et la résidence des professionnels et techniciens de la Santé pour que le Ministère puisse s'assurer de la formation adéquate des professionnels responsables de la fourniture des services de santé de qualité.
- Projet de Loi réglementant la production, la distribution, les conditions d'importation et d'exportation, le stockage et la consommation des médicaments pour favoriser l'accès de la population à des médicaments peu coûteux, de bonne qualité et correspondant à ses besoins.
- Projet de Loi portant création et organisation de l'Ordre National des Médecins garantissant le contrôle efficace des membres et leurs prestations.
- Projet de Loi portant création et organisation de l'Ordre National des infirmières et infirmiers garantissant le contrôle efficace des membres et leurs prestations.
- Projet de Loi régissant l'exercice des professions de la santé.
- Projet de Loi portant sur la fortification des aliments en micronutriments qui porte sur la fortification des aliments en nutriments afin de pallier aux déficiences nutritionnelles identifiées.

«En ce sens, une attention particulière, dans l'esprit d'une décentralisation réelle, sera accordée à la gestion financière, à la gestion des Ressources Humaines responsables et performantes».

Le système de gestion des Ressources Humaines du MSPP (SIGRH) qui permet de disposer d'informations fiables relatives aux compétences disponibles dans le secteur santé pour leur gestion optimale et de gérer tous les mouvements du personnel de manière efficace, est maintenant fonctionnel et mis à jour régulièrement.

Le tableau de la page suivante présente la distribution du personnel de santé dans les dix départements par catégorie.



**NOMBRE DE PERSONNEL À TEMPS PLEIN
DANS CHAQUE DÉPARTEMENT, HAÏTI (ÉTUDE SPA 2013)**

Département											
	Ouest	Sud-Est	Nord	Nord-Est	Artibonite	Centre	Sud	Grande Anse	Nord-Ouest	Nippes	Total
Médecins généralistes	592	40	119	51	109	88	71	42	42	31	1,185
Chirurgien général	119	5	10	4	13	11	8	5	4	1	180
Médecin spécialiste	777	27	68	17	65	45	33	17	6	18	1,073
Technicien labo	705	36	196	52	107	88	116	40	75	27	1,442
Auxiliaire labo	43	1	15	7	22	21	6	2	5	2	124
Technicien radiologique	132	9	18	3	19	25	12	5	12	4	239
Technicien en imagerie médicale	40	0	1	3	4	8	7	1	6	0	70
Techn. Lab. dentaire	32	0	3	2	3	1	8	1	0	4	54
Hygiéniste dentaire	42	3	7	3	2	7	7	2	2	1	76
Auxiliaire dentaire	30	1	5	2	0	4	0	1	2	0	45
Infirmière	1,843	105	471	150	320	164	306	153	138	82	3,732
Auxiliaire infirmière	1,228	130	279	149	491	316	322	106	227	100	3,348
Auxiliaire sage femme	170	8	18	4	14	28	16	5	6	3	272
Pharmacien	159	4	24	7	21	19	19	8	7	6	274
Auxiliaire pharmacien	240	13	84	19	75	59	32	18	46	8	594
Autre type de personnel	1,233	307	369	207	873	553	292	190	376	106	4,506
Total du personnel	7,385	689	1,687	680	2,138	1,437	1,255	596	954	393	17,214
# institutions sanitaires	331	63	89	35	114	46	70	43	84	30	905



«Les résultats attendus devront se concrétiser au travers :

1. Un accroissement de l'accès aux soins primaires à toute la population passant par le déploiement d'environ 8 à 10,000 agents de santé communautaires polyvalents.»

Avec l'appui financier de trois partenaires, le MSPP a formé, à ce jour, 2,096 agents de santé, soit 21% de l'objectif de 10,000. Dans le cadre du programme de lutte contre le choléra et de sa prévention, plus de 500 brigadiers sont mobilisés dans les activités communautaires telles que les visites de familles et les rencontres avec la population

2. «Une réduction de notre croissance démographique par l'utilisation d'une méthode moderne de planification familiale chez 40% des femmes en âge de reproduction».

Les résultats du dernier EMMUS 2012 montrent que 24% des femmes de 15-49 ans utilisaient au moins une méthode contraceptive. Chez les femmes en union, l'enquête a montré une augmentation importante en 2012 passant de 22% en 2000, à 25% en 2005 et à 31% en 2012. Les informations varient d'un département à l'autre, passant de 43% dans le Centre, 42% dans le Nord, 41% dans les Nippes jusqu'à 29% dans l'Ouest où la prévalence est la plus faible.

Ces résultats ont justifié la vaste campagne de planification familiale lancée à l'échelle nationale en mars 2014.

3. «Une vaccination complète de 95% des enfants de moins d'un an et jusqu'à 9 ans d'âge. Cette vaccination complète sera encouragée par la scolarisation gratuite et par d'autres incitations parentales».

Les résultats de la couverture vaccinale selon les statistiques sanitaires de 2013 pour les enfants de moins d'un an sont les suivants : Pentavalent 3: **89%**, Rougeole-rubéole : **85%**, Polio 3 : **97%** et BCG : **83%**.

Il faut rappeler qu'Haïti a reçu de l'OPS/OMS une distinction pour les couvertures vaccinales obtenues lors des activités intensives de la Semaine de la Santé de l'Enfant en 2012 ainsi que pour le maintien de l'élimination de la rougeole, de la rubéole et du syndrome de rubéole congénitale.

4. «Un contrôle à 50% au moins de l'incidence du choléra contribuant à la stratégie déjà en cours pour une élimination de cette pathologie sur l'île d'ici 10 ans».

La comparaison du nombre de nouveaux cas depuis 2011 montre clairement une amélioration significative dans le processus de contrôle de l'épidémie. Ainsi en 2011, il y a eu 352,033 vus, 101,403 en 2012, 58,505 en 2013 et 16,185 de janvier à octobre 2014.

Une grande partie des activités de lutte contre le choléra étant réalisée avec les fonds du trésor public, le MSPP a dû ralentir ses interventions au niveau des départements étant donné qu'aucun décaissement pour le choléra n'a été fait par le MEF au cours de l'année fiscale 2013-2014.

5. «Une réduction à 1% de la prévalence du VIH-SIDA alors que 85% des jeunes sauront comment se protéger de l'infection».



Les résultats de l'EMMUS V montrent que 2.2% des adultes âgés de 15-49 ans sont séropositifs. Cette prévalence n'a pas changé depuis 2005-2006. La proportion chez les femmes aurait augmenté (2.3% en 2005 et 2.7% en 2012) et diminué chez les hommes (de 2.0% à 1.7%) mais ces différences ne sont pas significatives.

Selon EMMUS V, 34.6% des femmes et 27.6% des hommes de 15-24 ans ont une connaissance approfondie du SIDA. Les taux de connaissance approfondie du SIDA varient selon l'âge, le milieu de résidence, le niveau d'instruction, le département et le niveau socio-économique. Les plus élevés étant de 49% chez les femmes et 39% chez les hommes de niveau socio-économique le plus élevé.

6. «Une guérison de 85% des patients atteints de Tuberculose.»

Les statistiques du programme font état d'un **taux de détection de la tuberculose de 80%**. Les résultats de traitement des patients placés sous traitement en 2012 montrent **un taux de succès de 81.5%**.

7. «Une réduction du nombre de cas de malaria actuellement d'environ 500,000 à 50,000 avec la contribution du déploiement des nouveaux officiers sanitaires progressivement dans les 10 départements».

Le nombre de cas de malaria traités est passé de 140,387 en 2012 à 55,517 en 2013.

52 techniciens sanitaires, devant renforcer cette lutte, sont déjà intégrés dans le système et 152 sont en formation dans trois écoles : Fort-Liberté, local du Laboratoire Tamarinier et l'école des Cayes

8. «Une réduction de la Mortalité maternelle de 630 à 480 pour 100,000 et de la mortalité infantile de 75 à 42 pour 1,000 respectant nos engagements pris dans les OMDs».

Les statistiques sanitaires de 2013 rapportent un taux de mortalité maternelle de 157 pour 100,000 naissances vivantes ; une différence significative avec les estimations de 350 publiées dans les statistiques sanitaires mondiales de l'OMS. La mortalité infantile est à 59 pour 1000 naissances vivantes.

10. «Un réseau national de soins d'urgences et d'ambulances, faisant suite au lancement du Centre Ambulancier National, sera progressivement établi considérant les 10 hôpitaux tertiaires de référence et l'HUEH;»

Au cours de l'année 2013-2014, 18,112 cas d'urgence ont été transportés par le Centre Ambulancier National. Le réseau possède maintenant 62 ambulances réparties à travers des centres/réseaux régionaux (Ouest, Nord et Nord-est, Artibonite, Centre et Sud-Est) et des institutions de santé (Les Irois, Jérémie, Coteaux, Port-Salut, Aquin, Anse-a-Veau, Miragoâne, La Gonâve). La construction du Centre de régulation du réseau ambulancier du Nord et Nord-Est située à Limonade a été finalisée en juillet 2014 et fonctionne avec 7 ambulances



Deux projets de centres ambulanciers ont reçu des décaissements sur le PIP 2013-2014, un pour le Sud et l'autre pour le Nord-Ouest. Les huit ambulances pour le centre du Sud sont déjà en commande et les quatre pour celui du Nord-Ouest seront commandées avant la fin de 2014.

11. «Une attention particulière sera portée à la santé mentale en dotant le personnel de première ligne de capacité de prise en charge de certains troubles mentaux, en renforçant les références aux psychiatres et psychologues pour les cas plus sévères et en réhabilitant les centres de psychiatrie Mars & Kline et de Beudet».

Une unité de santé mentale a été mise en place au MSPP avec la dotation de trois nouveaux personnels. Les programmes de formation sur la prise en charge des maladies mentales ont commencé dans le Nord et le Sud avec la formation de 143 prestataires. Dans le cadre du projet PIP 2012-2013, des médicaments et des produits de première nécessité ont été remis à l'hôpital de Beudet. Le décaissement d'un fonds sur le PIP 2013-2014 a permis de donner un appui à l'hôpital de Beudet et au centre Mars & Kline. La réfection de la clôture de l'hôpital de Beudet est en cours avec un autre financement du PIP 2013-2014. Notons que des travaux de réhabilitation au Centre Mars & Kline et 40 lampadaires solaires ont été installés à Beudet avec l'appui de la MINUSTAH.

12. «Un dernier point d'importance est celui de la Protection Sociale en Santé. Très bientôt, le gouvernement lancera une première initiative à titre pilote d'une carte santé pour l'accès à un paquet de soins de base. Cette initiative sera le point de départ d'un grand modèle de protection sociale en santé, aujourd'hui déjà en cours d'élaboration. Ce modèle laissera toutefois la libre entreprise aux employeurs et employés de contracter dans le privé des polices d'assurance maladie et invalidité dans le cadre d'une nouvelle loi sur l'assurance santé qui se voudra être obligatoire».

Le MSPP anticipe de participer dans le comité interministériel sur la Protection Sociale. Une expérience pilote est prévue dans le département du Nord-Est.

Nombre d'emplois créés dans le cadre des projets d'investissement public 2013-2014 :

Les projets qui ont le plus contribué à la création d'emplois sont les projets d'infrastructure. Près de 31 projets de construction et/ou rénovation d'institutions sanitaires ont été exécutés en 2013-2014: ces projets concernent 5 hôpitaux et 26 centres de santé. On estime à plus de 25,320 le nombre d'emplois créés pour une période moyenne de six mois dans le cadre du PIP 2013-2014 du MSPP.



CONCLUSION

Ce rapport annuel du Ministère de la Santé Publique et de la Population présente les **grandes activités réalisées ainsi qu'un bilan financier dudit ministère pour l'année fiscale 2013-2014**. Ces réalisations sont le fruit des efforts acharnés des employés du MSPP et de ses partenaires pour l'amélioration continue des services et soins de santé offerts à la population haïtienne. Il a fallu un personnel compétent, dévoué, responsable et désintéressé pour atteindre les objectifs définis. Nous lui exprimons ici toute notre gratitude.

Bien que le rapport montre de grandes avancées dans la majorité des programmes, beaucoup reste à faire pour relever les défis du secteur. En effet, le renforcement institutionnel et l'accessibilité des services sont parmi les éléments du système qui sont encore loin d'avoir atteint les objectifs de couverture universelle.

La couverture universelle en matière de santé permet à tous les individus d'avoir accès aux services de santé sans encourir de difficultés financières. Elle reste notre leitmotiv au MSPP, aujourd'hui plus que jamais. Elle implique d'une part l'extension de l'offre de services de santé nécessaires (promotion, prévention, traitement, réhabilitation et soins palliatifs), de bonne qualité à toute la population et d'autre part, la protection contre les risques financiers. Ce deuxième volet permet de s'assurer que les familles ne soient pas obligées de payer de leur poche, à des moments souvent imprévus et inopportuns, des sommes qu'elles ne sont pas en mesure de verser pour les services qui leur sont fournis. L'universalité, un des principes directeurs de la Politique nationale de santé est déterminante de la couverture car nous devons garantir l'accès aux services et soins à toutes les personnes vivant sur le territoire haïtien.

La mise en place des **UAS (Unités d'Arrondissement de Santé)** et d'un système d'information sanitaire unique, la mise à jour et la mise en œuvre du **Paquet essentiel de services (PES)** avec toutes ses composantes par niveau de soins : *ressources humaines, services, intrants, matériels et infrastructures, la gestion des hôpitaux, l'établissement des systèmes de référence/contre-référence, l'extension du réseau ambulancier national, la lutte contre le choléra ne sont que quelques-uns des défis à l'amélioration des indicateurs de santé que les principaux programmes essaient de relever.*

Le plaidoyer pour l'augmentation de l'enveloppe budgétaire accordée à la santé et la mobilisation de ressources financières pouvant prendre en charge les ressources humaines et le fonctionnement des nouvelles et futures infrastructures de santé font l'objet d'une réflexion permanente au sein du MSPP. L'élaboration de la stratégie de financement pour le secteur fournira les éléments nécessaires pour ce plaidoyer et orientera les actions à entreprendre.

La **Politique Nationale de santé et le Plan Directeur 2012-2022** de santé continueront de servir de boussole au MSPP et à ses partenaires pour mieux cibler les priorités à court terme, dont celles de 2014-2015, ainsi que celles à plus long terme.



**ANNEXE 1 : QUELQUES
PHOTOS DES TRAVAUX
D'INFRASTRUCTURES
SANITAIRES RÉALISÉS/
EN COURS EN 2013-2014**

DEPARTEMENT DE L'ARTIBONITE



Inauguration de l'hôpital départemental La Providence des Gonaïves (4 novembre 2014) sous le haut patronage de la **Première Dame de la République, Mme Sophia Martelly**
Financement du **Gouvernement du Canada (30 Millions \$Can)** et **Gouvernement du Mexique (2.5 Millions US\$)**



Construction du dispensaire T. Louverture du Puilboreau (Ennery)
- Financement: **Banque Mondiale/ Prodep (CECI)**





Réhabilitation de l'hôpital d'Ennery -
Financement: **Unasur**



Réhabilitation du Centre de santé Liancourt
(Verrettes)- Financement: **Equateur**



Construction du Centre de Santé de 3^e
section **Petite Rivière** Bayonnais –
Financement **Trésor Public**
(Investissement)



Pose de la première pierre du Centre de
Santé de **Terre-Neuve** (février 2014)
Sous le haut patronage de son Excellence le
Premier Ministre, M. Laurent S. Lamothe
Financement: **Canada (CCISD)**



Travaux du Centre de Santé de
Terre-Neuve (septembre 2014)



DEPARTEMENT DU CENTRE



Réhabilitation du Dispensaire de **Montegrande** (inachevé mais fonctionnel),
Financement **MSPP/DSC et Zanmi la sante**



Réhabilitation du dispensaire de **Colombier** - Financement **CECI**



Reconstruction du dispensaire de **Coupe Mardi-gras** (Saut-d'eau) - Financement
Banque Mondiale (PRODEP-CECI)



Reconstruction du CDS de **MARMONT**
Financement: **MEDISHARE**





Construction du
Centre de Santé de
Montagne Terrible
(Saut d'eau) –
Financement **Trésor**
Public
(Investissement)



Construction du SONUB (Soins
obstétricaux) de **Savanette**
Financement: **AFD (France)**



DEPARTEMENT DE LA GRANDE-ANSE



Pavillon semi-privé de
l'hôpital St Antoine de
Jérémie
Financement: **Trésor Public**
& Groupe Santé Plus



Centre communautaire de
Désormeaux (Dame Marie)
Financement: **Trésor Public**
(fonds communaux)



Centre de santé de
Pestel -
Financement: **USAID**





Transformation
du Centre de **Corail** en HCR
Financement: **UNASUR**
(Argentine- Venezuela-
Cuba)

Construction du Centre
de santé de **St Victor (Abricots)**
Financement: **Trésor Public**
(Investissement)

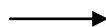


Construction du Centre
de santé de **Roseaux**
Financement: **Trésor Public**
(Fonds Communaux)



DEPARTEMENT DES NIPPES

Construction du Centre
de santé de **Grand
Boucan**
Financement:
**Association des Grands
Boucanais, MSH, MSPP,
Participation
communautaire**



Construction du
Centre de **Santé
de Baradères**
Financement-
Trésor Public
(Investissement)

Dispensaire de
Morisseau (L'Asile)
Financement: **BM
(PRODEP),
Participation
communautaire,
APREM (Diaspora) &
SOLIDARITE (Bloc
Sanitaire)**





Pôle Mère-Enfant de (en cours) de l'hôpital Ste Thérèse de Miragoane -
Financement: France via AFD



Centre de santé de
Labrousse
Financement:
Canada (Fodes-5)



Construction du **Centre de Santé de
Plaisance du Sud** Financement: Trésor Public
(fonds communaux)



Construction du **Centre de Santé de Lièvre
(Petit Trou de Nippes)**- Financement
Eglise Catholique



DEPARTEMENT DU NORD



**Réhabilitation du Service d'Urologie
de l'hôpital Justinien de Cap Haïtien**
– Financement Trésor Public



Unité soins intensifs Hôpital Universitaire Justinien - Financement : Gouvernement d'Israël



**Maternité de l'Hôpital Universitaire Justinien -
Financement : USAID-Chemonics**



**Hôpital Justinien -Bâtiment pour la prise en
charge globale des violences sexuelles –
Financement: MINUSTAH**



**Transformation du centre de
Petit Bourg du Borgne.**

Financement: Trésor Public –
(Investissement)



**Construction du centre de
Galiphète (Gde Riv. Nord)**

Financement: Trésor Public –
(Fonds Communaux)



**Construction du centre de santé
de Bois-Neuf, St Raphael**

Financement: Trésor Public-
(Fonds communaux)





Construction du centre de
Savanette (Pignon)
Financement: **Trésor Public**
(Fonds Communaux)



Centre de Santé de
Ravine Trompette (Pilate)
Financement : **Eglise**
Catholique



Centre St-Malachy à **Port-**
Margot - Financement:
Congrégation Sœurs
Dominicaines





Hôpital Sacré-Cœur de Milot-
Clinique externe et service
d'urgence Financement: **Japon**
et **Famille Evans (USA)**



Construction du centre de
santé de **Caracol (Gde**
Riv. du Nord) –
Financement: **Trésor**
Public- (Investissement)



Construction du centre de
santé de **Cadush**
(Quartier Morin) –
Financement: **Trésor**
Public- (Investissement)



DEPARTEMENT DU NORD-EST



Construction du centre de **Caracol- zone Champin- Parc Industriel-**
Financement **Trésor Public** – (Investissement)



Construction du centre de santé de **Vallières** - Financement Banque
Mondiale (**PRODEP-CECI**)



Construction maternité
de **Trou du Nord**
Financement: **AFD**
(France)



Construction du centre
de santé de **Savane**
Longue (Ouanaminthe)
Financement: **Trésor**
Public- (Investissement)



DEPARTEMENT DE L'OUEST



Hôpital Communautaire de Bon Repos

Financement –
Tripartite Brésil- Cuba - Haïti



Inauguration de Hôpital Ary Bordes
de Beudet - **Financement –**
Tripartite Brésil - Cuba - Haïti



HCR Raoul Pierre-Louis
(Arcachon32/Carrefour) -
Financement – Tripartite
Brésil - Cuba - Haïti



**Construction de l'Hôpital Communautaire de
Référence du Simbi Continental à Martissant -**
Financement – Petrocaribe



Reconstruction de l'Hôpital
Universitaire d'Etat d'Haïti :
réhabilitation du site de
l'hôpital militaire pour la
phase de transition et
maquette Financement :
France (AFD- 25M US\$), USG
(25M US\$), Gouvernement
Haïtien (33M US\$)





Construction du centre de santé de **Cameau (Cabaret)** – Financement **Trésor Public** – Investissement – et inauguration en septembre 2014



DEPARTEMENT DU NORD-OUEST



Réhabilitation du
dispensaire de **Passe
Catabois (Port de Paix)**
Financement **Trésor Public**
- (Investissement)



Inauguration du Centre de
Santé de **Chansolme**
Financement **Trésor Public** –
(Investissement)



Construction du Centre de
santé de la **Corne (Port de
Paix)** Financement **Trésor
Public** – (Investissement)



DEPARTEMENT DU SUD



Réhabilitation du Bloc d'urgence de l'hôpital des Cayes. Financement – Trésor public et USG-CDC



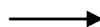
Maternité de l'Hôpital Immaculée Conception des Cayes –
Financement – USG-CDC



Pédiatrie de l'Hôpital des des Cayes
Financement – USG-CDC



Centre de Santé
des Coteaux
Financement – **Trésor
Public-Investissement**



Dispensaire de **Fonfrède**
Financement – **USG**

Centre de Santé **d'Arniquet**
Financement: **Trésor Public-**
Fonds Communaux



Centre de Santé
Dalmette-La Cahouane
(Commune Tiburon)
Financement – **Trésor
Public-Investissement**

DEPARTEMENT DU SUD-EST



Construction du Centre de
Jéricot (Anse à Pitres)
Financement: **Trésor
Public** (Fonds
Communaux)



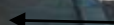
Transformation Dispensaire
Lafond (Jacmel)
en Centre de Santé-
Financement: **Croix Rouge
Canadienne**



Transformation du dispensaire de
Banane (Anse-à-Pitres)
Financement: **AFD / Architectes
de l'Urgence**



Construction d'un nouveau
centre à **Marbial** - Financement -
Croix Rouge Canadienne





Construction et Inauguration
(septembre 2014) du Centre
de Santé communautaire
de **Séguin**
Financement: **Croix Rouge
Canadienne**

Construction et Inauguration
(septembre 2014) du Centre
de Santé communautaire
de **Gaillard**
Financement: **Croix Rouge
Canadienne**





Construction **maternité de Thiotte**
et inauguration (12 août 2014)
Financement: **France - AFD –**
Architectes de l'Urgence





Lancement de la reconstruction de
l'Hôpital St Michel de Jacmel le 10
décembre 2013 (maquette et
avancement des travaux)
**Financement: Croix Rouge
Canadienne, fonds Japon et
Trésor Public**



Construction d'une nouvelle
**maternité au Centre de Santé
d'Anse à Pitres**
**Financement: France-
Architectes sans Frontières**

**Construction du Centre de
Santé de Montagne la
Voute /Jacmel**
**Financement: Trésor
Public (Investissement)**



Couverture et mise en pages
Maquette : Alexandre Fritz Arios
509.4688-9843
afritzarios@yahoo.fr

ISBN : 978-99935-XX-XX-
Dépôt légal 1XX-XX-XXX
Bibliothèque Nationale d'Haïti
Achevé d'imprimer en décembre 2014
sur les presses de L'Imprimeur S.A.,
Port-au-Prince, Haïti

© **Ministère de la Santé Publique
et de la Population - MSPP**
1, angle avenue Maïs Gâté
et rue Jacques Armand, 2014
www.mspp.gouv.ht

Tous droits réservés
Article 27 (D.9 janvier 1958).- Qui-
conque aura publié, reproduit, exposé
ou fait représenter, sans être muni du
consentement écrit de l'auteur, ou de ses
héritiers ou des ayants-cause, une œuvre
artistique, littéraire ou scientifique, dont
il n'aurait pas acquis la propriété, est
coupable du délit de contrefaçon et sera
poursuivi et puni, conformément aux
dispositions des articles 347, 348, 349,
350 et 351 du Code pénal.



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION**

1, angle avenue Maïs Gâté et rue Jacques Armand

www.mspp.gouv.ht

L'atteinte des objectifs
du Ministère de la Santé Publique et de la Population
nécessite l'apport d'un personnel compétent, dévoué et responsable
à qui nous souhaitons exprimer toute notre gratitude.

DÉCEMBRE 2014